

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.928

Premier Comité général du Parti communiste réunionnais

Echéance 2017 : vers la plus grande crise économique, sociale, environnementale et politique de l'histoire de La Réunion

Dimanche a lieu à Saint-Paul la première séance d'une instance dirigeante créée voici un an lors du 8e Congrès du PCR, c'est le Comité général. Rassemblant les directions de toutes les sections, cette assemblée aura à l'ordre du jour une question essentielle: l'échéance 2017. La fin des quotas sucriers va-t-elle se conclure par la mise au chômage de 30.000 travailleurs et l'abandon de 25.000 hectares de terres agricoles? Quelques jours après la tenue de ce Comité général, le président de la République sera à La Réunion.

La première réunion de cette instance nouvelle du PCR se tient dans un contexte particulier. Dans quelques jours, François Hollande sera à La Réunion.

En 2012, le PCR avait soutenu sa candidature dès les Primaires citoyennes, puis au premier tour de la présidentielle sur la base d'un contrat. Au second tour, plus de 70% des Réunionnais ont voté pour lui sur la base de ses engagements pour le changement. Le dernier voyage de François Hollande à La Réunion était celui du candidat à la présidentielle. Il avait affirmé son engagement à relancer le tram-train et à soutenir l'emploi des Réunionnais notamment. Deux ans plus tard, il est de retour en tant que président de la République. Les principaux indicateurs n'ont pas changé. Près d'un travailleur sur trois est au



Judi, Paul Vergès, Maurice Gironcel, Yvan Dejean et Elie Hoarau ont annoncé à la presse la tenue du premier Comité général du PCR.

chômage et chez les jeunes, cette proportion atteint la moitié. La moitié des Réunionnais sont sous le seuil de pauvreté.

Si la France avait 10 millions de chômeurs et 30 millions de pauvres, le gouvernement ferait-il la même politique qu'à La Réunion aujourd'hui? En tout état de cause, les décisions prises n'ont pas inversé la tendance aux plus grandes difficultés. Plus inquiétant, la prime COSPAR et le RSTA ont été supprimés. Ces deux mesures gagnées par la lutte des Réunionnais en 2009 permettaient un gain de 150 euros par mois pour les plus bas salaires. Cette décision accentue encore les inégalités créées par l'Etat en 1946, quand il a décidé de donner à une seule catégorie de travailleurs des salaires plus importants qu'en France, tout en refusant l'égalité à tous les

autres.

**30.000 emplois,
25.000 hectares**

A ce contexte général s'ajoute un élément décisif: la fin des quotas accordés aux producteurs de sucre par l'Union européenne. Ce dispositif permettait aux usiniers d'avoir la certitude de pouvoir écouler le sucre des usines du Gol et de Bois-Rouge à un prix fixe suffisamment rémunérateur, à l'abri des fluctuations du cours mondial. En 2017, ce sera la fin du quota et du prix garanti. Le sucre de La Réunion sera en totale concurrence avec le sucre de betterave qui pourra être produit sans limite de quota et le sucre roux d'Amérique latine. Les

deux ont un coût de production moins élevé, il sera donc plus difficile de vendre le sucre, et l'Europe n'interviendra plus pour acheter à un prix préférentiel l'éventuelle production invendue. Devant les députés de la Délégation des Outre-mer, le responsable des industriels a été très clair: s'il n'est pas sûr de vendre le sucre, il n'achètera pas la canne des planteurs. C'est donc toute la filière qui est menacée dès 2017. Au total, ce sont 30.000 emplois dont 12.000 directs. Depuis que le régime des quotas a été condamné par l'OMC, en 2005, le PCR ne cesse d'alerter sur la nécessité

d'anticiper cette échéance. Sur la base d'informations en sa possession, il a également annoncé la fermeture de l'usine de Bois Rouge en 2018.

Trois fois la crise du BTP

Pour éviter la catastrophe dans l'état actuel de la filière, les subventions devront être augmentées jusqu'à atteindre 200 millions d'euros, soit 1.000 euros par tonne de sucre. C'est du gouvernement que dépend donc

l'avenir de la filière. François Hollande devra donc s'exprimer à sur ce sujet. Car si l'Etat n'agit pas, alors ce sont 30.000 Réunionnais qui seront brutalement à la recherche d'un emploi, soit l'équivalent de trois fois la crise du BTP depuis la fin des grands chantiers voici 4 ans.

L'échéance 2017 sera donc la première question abordée lors d'un Comité général du PCR, avec la perspective de la venue d'un président de la République dans la semaine qui vient. Cela situe donc le niveau de responsabilité de l'assemblée de dimanche à Saint-Paul.

La crise s'est brutalement élargie à plusieurs continents

Un avion malaisien abattu en Ukraine

Le conflit en Ukraine dépasse désormais ses frontières. Un avion de ligne de la Malaysia Airlines s'est écrasé jeudi 17 juillet avec à son bord plus de 295 personnes. Les débris ont été retrouvés à 80 km de Donetsk, région en proie à des combats entre les forces gouvernementales et les pro-russes.

Le Boeing MH17 de la Malaysian Airlines assurait la liaison entre Amsterdam, aux Pays-Bas, et Kuala Lumpur, en Malaisie. Le dernier décompte de la Malaysia Airlines fait état de plus de 300 personnes décédées, parmi lesquelles: 43 Malaisiens (dont 15 membres d'équipage), 27 Australiens, 12 Indonésiens, 9 Britanniques, 4 Français, 4 Allemands, 5 Belges, 3 Philippins, un Canadien..

Un crash: deux accusés

Les autorités ukrainiennes ont accusé les rebelles pro-russes, qualifiés de «terroristes» d'avoir abattu le Boeing 777 de Malaysia Airlines à l'aide d'un missile sol-air SA-11, une arme créée par les russes. Le chef de la sécurité d'Etat ukrainienne (SBU) a par la suite dénoncé deux responsables des services de renseignements militaires russes d'être impliqués dans la destruction de l'avion malaisien. De leurs côtés, les rebelles pro-russes ont assurés être étrangers à cet évènement, car ils n'auraient pas de telles armes en leur possession.

Pour ces derniers, l'avion malaisien a été abattu par un appareil ukrainien. D'après l'agence de presse russe Interfax, des séparatistes se seraient félicités sur les réseaux sociaux, d'avoir abattu un avion militaire après l'annonce du drame. D'après l'AFP, le commandant militaire des rebelles, le Russe Igor Strelkov, a ainsi écrit, une demi-heure avant le dernier contact rapporté avec le vol MJH-17, que ses forces avaient abattu

dans le même secteur un Antonov An-26, qui servait au transport des troupes ukrainiennes.

Dès l'annonce du crash, le président ukrainien Petro Poroshenko a lancé une enquête internationale. Ce dernier a indiqué que «c'est le troisième cas tragique ces derniers jours, après les avions An-26 et Su-25 des forces armées ukrainiennes abattus à partir du territoire de la Russie», jugeant ce dernier acte de «terroriste».

Le lendemain, des séparatistes ont annoncé avoir trouvé une des boîtes noires de l'appareil, qui pourrait ainsi clarifier la situation. Ces derniers ont annoncé qu'ils étaient prêts à accepter une trêve de deux ou trois jours pour permettre aux équipes de secours de travailler sur le site où s'est écrasé l'avion. Le chef du gouvernement séparatiste de la République populaire (auto-proclamée) de Donetsk, Alexandre Borodai, a annoncé que des échanges étaient en cours avec des représentants des autorités nationales pour permettre l'accès des organisations internationales au site.

Réactions en chaîne

Dans la soirée de jeudi, le président russe, Vladimir Poutine, a affirmé que l'Ukraine «porte la responsabilité de cette terrible tragédie» qui «n'aurait pas eu lieu si la paix régnait dans ce pays, si les opérations militaires n'avaient pas repris dans le sud-est de l'Ukraine», a cité l'agence russe, RIA Novosti. Le len-

demain, il a expliqué au Premier ministre néerlandais, Mark Rutte, que le crash de l'avion montre «la nécessité d'un règlement urgent et pacifique de la crise aiguë en Ukraine». D'ailleurs, selon le communiqué publié par Moscou, il a assuré qu'une «enquête scrupuleuse et objective sur les circonstances de la catastrophe était nécessaire».

Pour sa part, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a annoncé vendredi la tenue d'une réunion d'urgence à Vienne, afin de tenter de clarifier les circonstances du crash, sachant tout de même que l'avion a été abattu par un missile sol-air, d'après les services de renseignement américains.

La chancelière allemande Angela Merkel a appelé à un cessez-le-feu immédiat en Ukraine, après «la tragédie». Cette dernière et la France tentent depuis plusieurs mois de trouver une solution diplomatique à ce conflit, mais la situation ne cesse de s'aggraver. Raison pour laquelle, cette dernière a assuré que «nous devons considérer les choses très sérieusement» et arriver «à un cessez-le-feu et une solution politique», en discutant avec le président russe.

De son côté, le président français François Hollande a «appris avec une immense émotion» le crash de l'avion de la Malaysia Airlines, jeudi 17 juillet. «La France demande que tout soit mis en œuvre, pour faire la lumière sur les circonstances qui ont provoqué cette tragédie», ayant entraîné la mort de 4 Français.

Édito

Chikungunya : les victimes encore présentées comme responsables de la catastrophe

À La Réunion, l'autorité responsable de la protection de la population face aux risques sanitaires avait failli en 2005 et en 2006. Le chikungunya était apparu dans notre île en mai 2005. Un an plus tard, il avait touché le tiers de la population, et de trop nombreuses personnes sont décédées pendant cette épidémie. Entre les deux dates, tout d'abord une sous-estimation de l'ampleur de la menace, une méthode de lutte inefficace et le refus d'entendre des propositions pleines de bon sens, qui avaient fait leur preuve. À ce sujet, l'exemple le plus frappant est l'utilisation de produits chimiques pour tuer les insectes, ce qui a transformé la catastrophe sanitaire en catastrophe environnementale. Pourtant, il était possible de traiter le problème dès le départ, en distribuant massivement à la population du Bti, un larvicide biologique sans danger pour l'être humain, les animaux et d'autres insectes comme les abeilles.

Au lieu de reconnaître ses erreurs, l'autorité a préféré trouver un bouc-émissaire: le Réunionnais. En effet, c'était lui le responsable de la propagation du virus, parce qu'il laissait de l'eau stagnante dans les pots de fleur, parce qu'il ne nettoyait pas sa cour, ou parce qu'il ne se protégeait pas contre les piqûres de moustiques. Les drames survenus à La Réunion auraient dû instruire les responsables de la protection de la population sur les erreurs à ne plus commettre. Manifestement, ce n'est pas encore le cas.

Aux Antilles, une épidémie de chikungunya a démarré depuis la fin de l'année 2013, au cœur de l'hiver boréal. Saint-Martin a d'abord subi le premier gros choc avec plusieurs décès, puis le chikungunya s'est répandu à la Martinique puis à la Guadeloupe. Plus de 100.000 personnes sont touchées et en ce début de vacances dans l'hémisphère Nord, Paris commence enfin à s'affoler. Aujourd'hui, des touristes pourraient ramener le virus en France. Et le Sud de ce pays est aujourd'hui infesté par le moustique vecteur du chikungunya.

Ceci démontre que l'autorité a failli une nouvelle fois, en ne donnant pas à la population les moyens de se protéger. Et comme à La Réunion, ce sont les victimes qui sont rendues responsables. Un reportage hallucinant diffusé à une heure de grande écoute sur une radio française de référence annonce que les croyances de la population sont un important obstacle à la lutte contre le chikungunya... et pas un mot sur la faillite du pouvoir.

Si l'épidémie atteint la France, les Français seront-ils traités comme les Réunionnais ou les Antillais, seront-ils accusés d'être responsables de la propagation du chikungunya?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr



Silo à sucre du Port Ouest. Après 2017, la garantie de vente de tout le sucre n'existera plus. (photo Tonlox)

Echéance 2017: audition du président du Syndicat du sucre de La Réunion à l'Assemblée nationale – 6 –

«Nous ne prendrons pas l'engagement de leur acheter des cannes si nous ne sommes pas certains de vendre le sucre»

Dans la dernière partie de son audition le 6 mai dernier devant les députés de la Délégation des Outre-mer, le représentant de Téréos Océan Indien a conclu sur la nécessité d'obtenir des garanties, sinon l'usiner n'achètera plus la canne à sucre produite par les planteurs de La Réunion.

Ce que peut faire le chef d'entreprise, en revanche, c'est optimiser au maximum les outils industriels. C'est ce qu'ont fait les sucreries de La Réunion en termes de qualité, de rendement, de réduction de la consommation énergétique, ce qui nous place parmi les deux ou trois pays les plus performants au monde. Les deux plus grands exportateurs mondiaux, les Brésiliens et les Thaïlandais, viennent chez nous pour voir comment fonc-

tionne notre modèle. Nous allons essayer d'orienter nos ventes vers les pays les plus éloignés du cœur de l'Europe et, avec l'appui du Gouvernement français, tenter d'exclure les sucres spéciaux, vitaux pour notre économie, des accords à venir. Cela ne devrait pas contrarier les autres pays européens car ils ne sont pas producteurs, mais, précisément, parce que cette exclusion ne protégerait que la France, elle n'inté-

resse guère nos partenaires de l'Union européenne et il nous est difficile de trouver des soutiens.

Nous allons également essayer de vendre une petite part de ces sucres – entre 5.000 et 10.000 tonnes – sur les marchés du Japon et de la Corée, où nous entrerons en concurrence avec des exportateurs déjà implantés. Mais, une partie des aides européennes qui compensent les handicaps de surcoût étant destinées à

accompagner la logistique, je ne suis pas certain que l'Union les maintiendra.

«Besoin d'obtenir des engagements»

Nous allons poursuivre nos efforts, mais, avant de renouveler la convention «Canne» avec les planteurs, nous avons besoin d'obtenir des engagements sur le cadre institutionnel de la filière, notamment sur le montant des aides. Certes, grâce au report de la réforme du POSEI, celui-ci ne connaîtra aucune modification pendant deux ans, mais nous attendons de l'État un cadre réglementaire qui nous permette de dire aux exploitants que nous pourrions leur acheter la canne au même prix que précédemment. Il va de soi que nous ne prendrons pas l'engagement de leur acheter des cannes si nous ne sommes pas certains de vendre le sucre. Notre devoir d'industriel est de moderniser nos équipements, d'utiliser les aides qui nous sont allouées pour payer la canne, d'engager des actions en faveur des planteurs et d'élever le niveau de notre production. Sur tous ces points, nous avons accompli ce qui nous avait été demandé. Face aux nouvelles modifications introduites par l'Europe, nous faisons entendre notre voix, mais notre sucre pèse 200.000 tonnes sur un marché de 16 millions de tonnes. L'État doit exercer une pression sur l'Europe, car la réponse ne peut venir d'un surcroît de performance de nos productions.

Motifs d'espoir

Il nous reste toutefois un certain nombre d'espoirs. Le premier est que l'Europe se trompe dans ses prévisions, ce qui est déjà arrivé... Lorsque le sucre entrera sur le marché au coût le plus bas, il nous faudra investir dans la qualité de nos produits. Nous l'avons déjà fait par le passé, ce qui nous a valu d'être les premiers bénéficiaires, à La Réunion, de la norme ISO 22.000 sur la sécurité des denrées alimentaires. C'est un gage de qualité recherché par une partie de nos clients. Je place également beaucoup d'espoir dans la sélection variétale. Nous essayons de trouver des cannes de plus en plus performantes, en termes de rendement et de résistance au manque d'eau – car le territoire de La Réunion, du fait du changement cli-

L'échéance 2017 au Sénat

À La Réunion, «une crise économique, sociale, et environnementale d'ampleur»

Mercredi soir, le Sénat a débattu du projet de loi d'avenir pour l'agriculture. Gérard Le Cam est intervenu au nom du groupe CRC. Il a conclu son discours par un rappel de la menace qui pèse sur La Réunion avec la fin des quotas et du prix garanti du sucre dans 3 ans. Voici l'extrait de son intervention concernant ce point.

«En ce qui concerne l'agriculture ultramarine. Les territoires d'outre-mer sont soumis à des contraintes propres. Je voudrais dire quelques mots plus particulièrement sur La Réunion et sur la production de canne à sucre. Il se prépare à La Réunion en raison des dérégulations des politiques de l'Union européenne une crise économique, sociale, et environnementale d'ampleur.

En effet, l'Europe, suite à une plainte de pays producteurs de sucre (Brésil, Australie) déposée auprès de l'OMC (en 2008), a décidé de supprimer d'une part les quotas, d'autre part, le prix garanti. 30.000 emplois sont concernés, directement ou indirectement (planteurs, coupeurs de cannes, ouvriers d'usine, transporteurs, dockers, commerçants etc.), 25.000 hectares seront livrés à l'érosion. C'est le quart des exportations réunionnaises qui est mis en suspens. En termes financiers, l'exportation canne / rhum représente 93,2 millions d'euros. Le plus gros poste d'exportation pour La Réunion! Pour l'heure, La Réunion est assurée de vendre tout son sucre à l'Union Européenne à un prix garanti, mais dans 3 ans, ce sera fini. Le sucre de

canne de La Réunion se retrouvera sur le marché européen en concurrence directe avec le sucre de la betterave. Or le prix du sucre de canne est plus élevé que celui de la betterave, le différentiel étant de 200 euros la tonne. La fin des quotas et la fin du prix garanti du sucre réunionnais vendu en Europe, c'est 2017. D'où l'inquiétude des usiniers et des planteurs.

Comme vous le savez, la durée de l'exploitation du pied de canne est de 5 à 8 ans. S'il faut replanter, il faut le savoir aujourd'hui. Mais pour l'heure, les planteurs n'ont aucune visibilité sur la question des quotas, sur celle du prix d'achat.

Ce grave problème démontre, si c'était encore nécessaire, que les politiques nationales agricoles sont largement contraintes par les politiques définies au niveau de l'Union européenne de l'organisation mondiale du commerce. Or, la voie qui est prise est celle de la dérégulation, de la libéralisation au détriment des hommes et de l'environnement.

Comme vous, nous sommes convaincus que nous avons besoin d'un nouveau modèle agricole à la fois plus durable et qui permette d'assurer notre indépendance alimentaire. Un modèle qui préserve les éco systèmes et valorise de nouvelles pratiques agronomiques vertueuses pour les hommes et l'environnement. Le projet de loi propose des pistes intéressantes et offre des outils pertinents, mais qui trouveront vite leur limite si on ne soustrait pas l'agriculture aux règles purement marchandes et concurrentielles.»

matique, connaît de plus en plus de périodes de sécheresse – et nous investissons chaque année 5 millions d'euros en recherche et développement.

Nous agissons sur tous les leviers que nous avons à notre disposition, mais nous n'avons pas la main sur tout. Cela dit, je reste optimiste pour cette filière qui existe depuis deux siècles et a traversé des étapes difficiles.

Nous avons réussi, en 2005, à faire valoir nos arguments de façon logique et cohérente. Nous avons piloté la filière au mieux de ses intérêts, en partenariat avec les pouvoirs publics, européens et nationaux. Nous sommes sûrs qu'il continuera à en être de même, après l'échéance de 2017.

Fin

Les occupants décident un assaut sanglant, des dizaines de Palestiniens tués

L'offensive terrestre israélienne lancée à Gaza

Israël a lancé une offensive terrestre dans la nuit de jeudi à vendredi dans Gaza, faisant en quelques heures au moins 23 morts du côté Palestinien. Un soldat israélien a également perdu la vie, dans ce raid lancé, malgré les appels de la communauté internationale à éviter l'escalade de la violence et les pertes civiles.

Selon un responsable des Nations Unies, près de 30.000 personnes se sont réfugiées dans les installations de l'ONU, situées dans la Bande de Gaza. En dépit d'une situation humanitaire de plus en plus inquiétante, le Premier ministre Benjamin Netanyahu, a annoncé qu'il était «prêt à élargir l'opération militaire terrestre lancée dans la bande de Gaza».

Depuis le 8 juillet, 1.164 personnes sont décédées, en majeure partie Palestiniens. La dernière offensive terrestre s'est déroulée entre décembre 2008 et janvier 2009, causant la mort de près de 1.400 Palestiniens.

Frapper les tunnels du Hamas

Les soldats israéliens, appuyés par des chars et l'aviation, ont combattu dans la bande de Gaza vendredi, au second jour de l'opération terrestre destinée à anéantir les infrastructures et l'armement du Hamas palestinien. Selon l'armée, les soldats ont engagé des combats tuant 17 «terroristes», frappant quelque «150 cibles» dont quatre tunnels, a cité l'AFP. Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu a justifié cette opération terrestre, en indiquant qu'il est «essentiel» de «frapper les tunnels du Hamas» car «les bombardements étant insuffisants».

Indifférent aux pertes humaines à venir, le Premier ministre israélien a d'ailleurs assuré que ces «instructions sont de se préparer à la possibilité d'élargir de manière significative l'opération terrestre et l'armée se prépare en fonction». En effet, pour l'heure, les hostilités se concentrent dans le sud du territoire à Khan Younès et Rafah, et dans le nord, près de la frontière israélienne.

"Ce n'est pas possible de régler (le problème) des tunnels depuis les airs uniquement, nos soldats font aussi

cela sur le terrain. Tsahal (l'armée) opère contre le Hamas et d'autres organisations terroristes dans la bande de Gaza depuis la mer, les airs et maintenant aussi sur la terre. L'opération terrestre lancée par nos forces hier (jeudi) soir vise à frapper les tunnels de la terreur allant de Gaza jusqu'en Israël», a-t-il déclaré à l'ouverture d'une réunion du gouvernement.

Pour Benjamin Netanyahu, les tunnels servent à organiser une «une attaque massive contre des civils israéliens». Bien que, l'assaut ne soit pas une garantie de succès à 100%, «il est nécessaire», a-t-il assuré. Sous blocus depuis 2006, des tunnels ont été creusés à travers Gaza et vers Israël pour transporter des armes, assembler des lance-roquettes et certains pour pénétrer en territoire israélien. Mais aussi des denrées alimentaires et du matériel médical.

Le soutien à Israël de la "communauté internationale"

Après avoir clairement affiché sa «solidarité» envers les autorités israéliennes, le gouvernement américain par la voix du Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, John Kerry, a exhorté - dans une conversation téléphonique avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu - Israël à éviter les «dégâts collatéraux» et d'être «précis» dans ses cibles. Pointé du doigt pour sa passivité, la communauté internationale soutient l'offensive israélienne, en demandant toutefois d'agir «bien plus pour faire cesser les pertes civiles», a indiqué le secrétaire général de l'ONU.

Pour sa part, la Norvège a qualifié d'"inacceptable" l'offensive terrestre

engagée jeudi soir par Israël dans la bande de Gaza, estimant que les chances de parvenir à un cessez-le-feu n'avaient pas été épuisées. «J'estime qu'il est inacceptable que l'on entame une opération terrestre, surtout si l'on considère qu'il était possible d'obtenir un cessez-le-feu» avec le Hamas, a déclaré le chef de la diplomatie norvégienne Boerge Brende sur la chaîne TV2 Nyhetskanalen.

L'Espagne «déploie» l'opération terrestre israélienne dans la bande de Gaza, appelant au «respect scrupuleux de la vie des civils et des installations publiques comme les écoles et les centres de santé», a indiqué dans un communiqué, le ministère des Affaires étrangères. Le pays «appelle instamment à la retenue maximum et au respect scrupuleux de la vie des civils et des installations publiques comme les écoles et les centres de santé».

Le Hamas a de son côté, affirmé qu'"Israël allait payer un prix élevé» de cet assaut terrestre «voué à l'échec». Un message qui s'est traduit par le tirs de 24 roquettes sur Israël vendredi par les combattants du Hamas et son allié du Jihad islamique. Aucune victime n'a été recensé. «Ce que l'occupant israélien n'a pas réussi à réaliser par ses raids aériens et maritimes, il ne le réalisera pas par son offensive terrestre qui est vouée à l'échec», a déclaré à l'AFP le chef en exil du mouvement islamiste, Khaled Mechaal.

Céline Tabou

Billet philosophique

Sudel Fuma, un héros de la culture de notre identité réunionnaise

Après celle de Franswa Sintomèr le mois dernier, une nouvelle très grave disparition vient de frapper le peuple réunionnais : celle de l'historien Sudel Fuma, victime avec un ami pêcheur d'un accident mortel en mer au large du Port le samedi 12 juillet dernier. A l'occasion de cette tragique disparition et pour lui rendre hommage, nous voudrions vous faire part de quelques réflexions sur sa vie et son œuvre afin de nous encourager à continuer son combat tous ensemble le plus nombreux possible.

Président de l'association Historun, professeur des universités en histoire contemporaine et directeur de la Chaire UNESCO à l'Université de La Réunion, notre cher Sudel Fuma, décédé à l'âge de 62 ans, nous laisse en héritage une vie et une œuvre marquées par de multiples qualités à faire connaître à nos compatriotes. C'est pourquoi, dans les nombreux éloges déjà exprimés à son sujet par diverses personnalités culturelles, politiques et autres sur ses qualités, nous proposons d'en retenir trois qui sont particulièrement importantes.

La première, c'est l'immense travail accompli par Sudel comme d'autres historiens réunionnais pour la connaissance de notre passé et des enseignements à en tirer afin de construire notre avenir. A ce sujet, on peut citer par exemple les découvertes qu'il a faites dans des archives londoniennes sur la révolte de nos ancêtres esclaves avec Elie dans la ravine du Trou à Saint-Leu en novembre 1811; un événement historique capital qu'il a fait connaître au peuple réunionnais avec de nombreux partenaires comme le cinéaste William Cally.

Lutte contre le racisme

Outre la connaissance de notre Histoire spécifique, il a cultivé des valeurs fondamentales comme la lutte contre le racisme hérité de la colonisation du pays, de l'esclavage et de l'engagisme; cela, afin de valoriser les atouts de l'interculturalité réunionnaise et de l'identité de notre peuple. A ce propos, nous pouvons rappeler entre autres cette lettre de Sudel publiée par «Témoignages» le 10 mai dernier où il dénonce des inscriptions racistes anti-comoriennes qu'il venait d'apercevoir sur des murs dionysiens; d'où cette déclaration : «À notre



Sudel Fuma avec les deux jeunes artistes chinois qui ont réalisé la stèle inaugurée le 13 octobre dernier à Meizhou en Chine, en présence de représentants des divers peuples de l'Indianocéanie, lors de la dernière étape de la Route de l'esclave et de l'engagé dans l'océan Indien.

niveau, celui de la Chaire UNESCO, nous nous engageons à agir plus que jamais pour combattre l'intolérance et le racisme. Être silencieux et laisser faire c'est être irresponsable et même coupable».

C'est dans cet esprit également que Sudel a mené un travail considérable pour célébrer tout au long de l'an dernier et avec de nombreux partenaires aussi bien institutionnels qu'associatifs le 350^{ème} anniversaire de la naissance du peuple réunionnais. Face à la politique assimilationniste des classes dominantes et à leur mépris de l'identité réunionnaise, il a soutenu de nombreuses actions pour renforcer la reconnaissance de cette identité mais aussi l'unité de notre peuple et de la créolité réunionnaise dans le respect de la diversité de ses racines.

Union dans la diversité

Après la culture de la connaissance et la lutte contre toutes les formes de racisme ou de discrimination, cette union dans le respect de la diversité est le troisième concept que nous voudrions mettre en avant dans l'œuvre de Sudel. En effet, une de ses qualités exemplaires est d'avoir eu des com-

portements de rassembleur, en prônant par le dialogue l'union dans l'action, afin de faire réellement avancer ensemble les causes que nous partageons.

L'exemple que nous voudrions citer à ce sujet est la réalisation — de 2004 à 2013, avec les divers peuples frères de l'Indianocéanie — des diverses étapes de la Route de l'esclave et de l'engagé dans l'océan Indien. Et dans le courrier cité plus haut, Sudel nous faisait ce rappel : «Le 20^{ème} anniversaire en 2014 du programme de la Route de l'esclave dans le monde mis en œuvre par l'UNESCO pour promouvoir la connaissance de l'histoire de l'esclavage, le respect de l'Autre, la richesse de nos sociétés interculturelles doit être l'occasion pour nous de relever le défi d'accomplissement d'un monde solidaire, respectueux de la diversité culturelle et religieuse, facteurs de paix pour les générations à venir».

Eh bien, notre fidélité aux combats de Sudel, un héros de la culture de notre identité réunionnaise, et la meilleure façon de lui rendre hommage ne consistent-elles pas à être à l'écoute de cet appel ?...

Roger Orlu

Otè!

I paré TAK la détaké !!

Zot i rapèl lo mo Thierry Jardinot: «kan TAK atak...» mi souvien pu la suit. Zordu mon modékri va rosanm potin par si potin par la; la di la fé si zot i vé. Sa i jinn pa moin, pars isi dan nout ti péi, nou i inm pas nout zidé oralman; nou amiz a nou; inn i di in nafèr; i ar sar répèt sa pli loin; nout kiltir popilèr lé konm sa; a moin personèlman, ék tout bann zilétre na ankor la Rénion, rézman nankor lo pasaz oral, mi aprouv sanpoursan, tan ki atak pa la pèrson an méstansté!

lér moin ta po fini déménaz sak nout parti la prêt nout kandida promié tour minisipal; navé ankor in biro po sarz dan mon kok loto.

Moin té fine antann ke jandarm la anpès lo mèr Tanpon pas bildozer dann fon la Point; li na in prozé kontourn la vil par lès, kan ou sort sinpièr po alé plinn dé kaf. Bin, ièr la, na in dalon lariv la-li la vi la limièr dann permanans kanpagn- i di a nou: «zot i koné ke TAK la détaké! Zot i koné koué i vé dir TAK la détaké?»

Li ar di a nou, sé bann sosialis la fé in mouvman la popilasyon té i sar pèrd 6 mèr térin po fé lo dégazman, mé nou konpran pa touzour sé koué lo «TAK la détaké».

Kouyon, sa i é, Didier Robert é TAK la trouv in antant, TAK lavé touzour réklamé son 100 milion prézidan la Rézion i doi la komine, po in tad zafèr (Mézon du Volkan, Rokad sinpièr-sinbénwa...).

Li la pa giny 100, mé li la giny 50; ouè, TAK la giny amadoué not bo jeune homme lo palé ranversé.

Lo dalon i kroiz son dé doi; na pi dispit ant tou lé dé; avan, té také; asteur, lé rouvèr konm in sérur.

Oué, Tak la détaké!

Justin